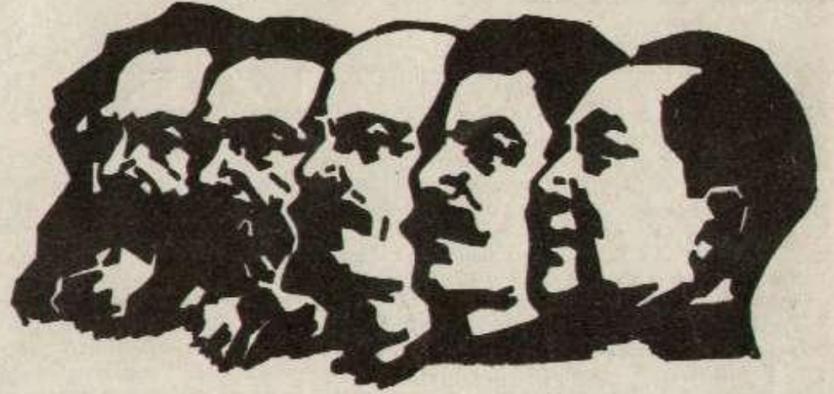


front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste léniniste

N°108

21 MARS 1974 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 la SOURCE / BP 464 75065 PARIS CEDEX 02

1,50 F



C.E.T. : LES FUTURS O.S. ENTRENT MASSIVEMENT EN LUTTE

pages 4 et 5

houillères, moulinex,
banques...

les travail- leurs pren- nent en main leurs luttés...

...malgré les atta-
ques de mr séguy



éditorial

LES FUTURS PROLETAIRES ENTRENT MASSIVEMENT EN LUTTE

Dans le mouvement actuel de la jeunesse scolarisée, contre la Réforme Fontanet et la Loi Royer, la lutte des élèves de CET occupe une place de première importance. Issus de familles ouvrières, ils sont eux-mêmes de futurs ouvriers. Dans les CET, la bourgeoisie cherche à les préparer à subir docilement l'exploitation. Avec les mots d'ordre : «Le C.E.T. c'est déjà l'usine !», «Non à l'avenir d'OS !». Ils proclament aujourd'hui ouvertement leur refus du sort que leur réserve le capitalisme. Pourtant la lutte est difficile : dans les CET, la discipline est sévère, le plus souvent, les brimades et les vexations nombreuses, certaines qui ont disparues dans les lycées depuis Mai 68, ont été maintenues dans les CET. Dans ces établissements où souvent, il faut se mettre en rang au coup de sifflet, où il n'est pas rare que les profs et l'administration cogent sur les élèves, tout est fait pour interdire aux jeunes la liberté d'expression. Alors que les lycéens, malgré la répression dont ils sont l'objet, ont pu, dans de nombreux cas, ces jours derniers, utiliser les locaux scolaires pour tenir, à la place des cours, des réunions sur la réforme des différents sujets d'ordre politique, les élèves des CET se voient généralement interdire toute possibilité par l'administration. Malgré tous les obstacles, dès le début du mouvement, la jeunesse du technique est entrée dans la lutte ; depuis près de 15 jours, des collèges techniques ont déclenché des mouvements de grève des cours, organisé des manifestations : jeudi dernier de la Nation à Stalingrad, ils étaient des dizaines de milliers, venus de plus d'une centaine d'établissements de la région parisienne à manifester aux côtés de leurs camarades des lycées. Le mouvement a gagné de nombreuses villes de France : la semaine passée des CET en lutte étaient fermés sur ordre des autorités académiques à Toulouse, Montpellier, Perpignan, Grasse, etc...

CONTRE LE C.E.T. USINE

Lorsqu'ils condamnent la Loi Royer, qui livre les jeunes aux patrons dès l'âge de 14 ans, «Réforme Fontanet plus Loi Royer = Main d'œuvre à Bon Marché !» les élèves des CET

condamnent une loi qui renforce ce qu'ils vivent déjà.

Ils rejettent l'exploitation qu'ils subissent dès le CET. Par exemple, dans certains CET, c'est eux, donc leurs familles, familles de travailleurs, qui doivent payer les outils cassés et les fournitures : ils exigent la gratuité de leurs études. Ils refusent le travail gratuit pour les patrons, le patron fût-il de l'éducation nationale, comme au CET de dessin CAMELIA, dans le 14e, où tous les locaux sont repeints à l'œil par des élèves de CET-bâtiment. Ils réclament le renvoi des patrons des conseils d'administration, comme à Rennes, au CET de filles Leclerc, où siègent les directeurs de la SPLI de Fougères qui font travailler les élèves pour leur entreprise.

Ils rejettent des conditions de travail qui les rapprochent de leur future condition de prolétaires. Soumis à 40 h de présence minimum au CET chaque semaine, temps auquel il faut ajouter dans la région parisienne un temps de transport allant jusqu'à 20 h par semaine, soumis souvent en 3e année à une journée de 8 heures d'atelier continu chaque semaine, ils exigent la réduction des horaires hebdomadaires. Exposés à de fréquents accidents du travail : doigts sectionnés comme au CET de tourneurs, fraiseurs, ajusteurs, de Paris 14e, ils veulent la sécurité dans les ateliers, des infirmeries équipées en conséquence.

Les élèves des CET qui comptent de nombreux fils de travailleurs immigrés condamnent l'attitude raciste de l'administration et de certains profs, qui les préparent à la division de la classe ouvrière savamment entretenue dans les usines.

Ils demandent les libertés existant dans les lycées et les facultés, des libertés qu'en tant que futurs prolétaires, la bourgeoisie leur refuse. Ils dénoncent la discrimination pour les 10% (10% sur temps scolaire réservé à des activités souhaitées par les élèves) accordés aux lycéens mais refusés aux CET, sous prétexte que, comme le disent certains directeurs : «les patrons, quand vous serez dans la vie active, ne vous accorderont pas de 10%».

CONTRE LA LOI ROYER

Lorsqu'elle dénonce la loi Royer, la jeunesse des CET met en cause des mesures qui la concernent directement : que deviendront les élèves qui ne suivent pas au CET : pour eux, la seule voie, tant qu'ils n'ont pas 16 ans, ce sera ce «préapprentissage» où ils travailleront gratis pour les patrons. Ces mesures qu'elle condamne, la jeunesse des CET en voit les effets dès aujourd'hui : en effet, en Alsace qui «bénéficie» d'un système scolaire particulier, la loi Royer, avant d'être votée était déjà appliquée. Depuis la dernière rentrée scolaire, plusieurs milliers d'élèves de 14 ans des CET, CES, CEG, se voient ainsi appliqués les dispositions de la loi : deux semaines de stage en entreprise pour une semaine d'étude au collège. En guise d'apprentissage, ils se voient utilisés pour des travaux pénibles en tous genres, sans limite d'horaire et qui plus est, sans toucher le moindre salaire ou tout au plus quelque pourboire. Tout ceci est évidemment parfaitement légal puisque, selon la loi Royer ces jeunes sont considérés comme scolaires jusqu'à l'âge de 16 ans, ils ne peuvent donc pas signer de contrat avant cet âge-là et n'ont pas

droit à un salaire d'apprenti. Pendant ce temps, l'employeur n'a même pas de charges sociales à payer, mieux, il reçoit une prime pour la «formation» qu'il procure. C'est avec cette «formation» que Nicolas, 14 ans, se retrouve manœuvre de force dans une entreprise d'appareils de chauffage, 48 h par semaine, sans toucher le moindre salaire ; ou que Denise, 14 ans, qui voulait être coiffeuse se retrouve vendeuse dans un magasin 10 h/jour, 6 jours/semaine, n'ayant même pas la demi-journée de repos reconnue aux vendeuses, tout ça pour 20 F maximum. Au CET de Colmar, où ont été ouvertes des «classes de préapprentissage», n'a-t-on pas vu une élève soumise chez un patron boucher à un horaire de travail allant jusqu'à 78 heures par semaine.

LUTTE DES C.E.T. = LUTTE DES FUTURS PROLETAIRES

Quand la jeunesse scolaire dénonce ce scandale du capitalisme, Fontanet déclare que le mouvement «accumule les contre-vérités les plus grossières et les calomnies les plus outrancières». Messmer, sur un ton ridicule d'adjudant de carrière, fait savoir que «ce n'est pas aux élèves de discuter l'enseignement qu'on leur donnera». Pour «le faire rentrer dans le crâne»,

on ferme des lycées, on remercie des élèves, on envoie la police chez eux (Lycée Gabriel Fauré), on ressort tout l'arsenal répressif mis au point au printemps 73 (pour combattre le mouvement contre la loi Debré) et qui prévoyait jusqu'à la suppression des allocations familiales pour les élèves jugés peu «dociles».

Tout cela témoigne des craintes de la bourgeoisie devant un mouvement où les jeunes des CET eux-mêmes futurs ouvriers, se préparent à participer aux grandes batailles de la classe ouvrière, craintes devant un mouvement où les lycéens refusent massivement la récupération par les trotskistes et les révisionnistes de l'UNCAL (dans certains établissements, comme à Mallarmé, un des premiers lycées en grève, les élèves se sont donnés un comité pour s'opposer aux menées trotskistes), crainte devant un mouvement où s'exprime le désir de se lier aux travailleurs en lutte (collecte pour les employés de banque...).

Avec l'appui sans réserve des Marxistes-Léninistes à leurs luttes actuelles, les jeunes des CET feront leurs les objectifs de lutte du prolétariat. Pour mettre fin à «l'avenir d'OS», pour travailler à l'avènement d'une société sans exploitation, les jeunes des CET doivent rejoindre le Parti du Proletariat.



LE HAVRE: un exemple significatif de la gestion démocratique de la municipalité P«C»F

Mardi 12 mars, 5 membres du Comité de soutien des centres de loisir d'un quartier populaire du Havre en sont exclus. Pourquoi ? Quand on sait que ce sont des marxistes léninistes de FRONT ROUGE et que le Havre est une municipalité «communiste», tout s'explique.

Un groupe d'adhérents, jeunes travailleurs et lycéens, avait décidé de sortir un journal pour se lier à la population. Ce projet devait être soumis à l'approbation du comité de gestion composé de 7 sympathisants marxistes léninistes, de 7 membres du P«C»F et d'autres membres. Les membres du P«C»F avec leur tête Maryvonne Rional, adjointe au maire, emettent alors des réserves : depuis quelques temps les adhérents ont pris trop d'initiatives au centre de loisirs ! Cependant la majorité accepte le projet.

Des adhérents commencent à rédiger l'ensemble des articles, à faire des enquêtes sur les loisirs ils projettent d'en faire sur la hausse des prix, le logement, les loyers... Le 1er numéro du journal est accueilli avec un mépris total par les révisionnistes qui parlent de manipulation et de journal maoïste. Cette fois-ci, les révisionnistes ont la

majorité en s'appuyant sur des éléments qui critiquent le style des articles sans voir que c'est la première fois que les adhérents écrivent.

Le comité de rédaction décide alors de sortir le journal sous un autre nom ne faisant pas référence au centre de loisirs, et d'y ajouter un éditorial dénonçant les révisionnistes. Le journal est distribué au porte à porte, il est bien accueilli car les gens voient qu'on défend leurs intérêts. Avertis de la sortie du journal, les membres révisionnistes du comité de gestion, ainsi que quelques membres du centre se réunissent clandestinement pour exclure les 5 membres ayant participé à la rédaction du journal et à sa distribution. Ils arrivent à leurs fins.

En fait le journal n'est qu'un prétexte, car les camarades exclus fournissaient le travail le plus important au centre. Ce qui inquiétait les révisionnistes, c'était de ne plus tenir en mains la marche du centre c'est de voir les succès importants que nous avons remportés dans notre travail de masse : — en faisant connaître le colonialisme et l'impérialisme, la lutte de Libération des peuples opprimés avec le film NO PINCHA de Tobias Engel avec un camarade du PAIGC, ce qui aboutit à

un projet de comité anti-impérialiste. — en montrant l'absurdité du passage pacifique au socialisme avec l'exemple du Chili, en faisant connaître l'édification du socialisme en Chine et en Albanie.

— en soutenant les luttes ouvrières comme celles des LIP.

Dès qu'on parle aux travailleurs de ce qui les touche les révisionnistes répriment. Mais nous ne sommes pas seuls : les adhérents, les animateurs du centre nous soutiennent, réclament notre réintégration, et dénoncent l'attitude du P«C»F. Un comité de soutien s'est constitué : des tracts, des affiches, des banderoles, des panneaux expliquent la lutte. Des lettres ouvertes sont envoyées aux journaux. Nous demandons à tous les camarades qui font un travail dans les centres de loisirs de dénoncer l'attitude scandaleuse des révisionnistes pour qui la «liberté d'expression» n'est qu'un thème électoral.

Envoyez vos lettres de soutien au : — Comité pour la réintégration des membres exclus du comité de gestion du centre de loisirs de Apleuront, 43, rue des Iris - 76.610 - LE HAVRE

Correspondant le Havre.

en bref...

strasbourg

24% d'augmentation au foyer Sonacotra de Neudorf. Le CACF propose une réunion qui est interdite par le gérant du foyer. La réunion se tient quand même et 90% des locataires signent une pétition. Voyant cela le gérant appelle les flics : 3 camarades français et un travailleur immigré sont arrêtés et tabassés jusque dans le commissariat. La lutte continue.

villeurbanne

Un meeting de soutien à la Palestine auquel participait la GUPS (étudiants Palestiniens), et les CIP a réuni 150 personnes au campus de la Doua.

besançon

A l'appel des CIP 70 personnes ont participé à une réunion de soutien à la lutte des travailleurs agricoles martiniquais. Plusieurs travailleurs antillais ont témoigné des conditions que leur fait subir l'impérialisme français et dénoncé le BUMIDOM.

dijon

Les communistes de FRONT ROUGE ont apporté leur soutien à une vente directe de produits laitiers organisée par les Paysans Travailleurs dans un quartier populaire. Cette vente a provoqué la fureur des colporteurs de l'Huma dimanche traitant les paysans et nous de «gauchistes manipulés et payés par la bourgeoisie»...

lyon

Au cours du week-end les communistes de FRONT ROUGE et les AAFC ont dénoncé aux portes des cinémas le film anti-chinois de Yanne-Dassault. Le tract commun était très bien accueilli et de nombreux numéros d'«Aujourd'hui la Chine» vendus. Les murs des cinémas étaient couverts d'inscriptions «Vive la Chine socialiste» et «A bas les calomnies anti-chinoises» et «vive la Résistance Française»...

le chef de la CFT de Berliet mange le morceau

«L'Humanité» du 16 mars publie les confessions du chef CFT de Berliet, Michaut. Ces révélations montrent, preuves à l'appui, que :

— La CFT a été créée chez Berliet à l'initiative de Paul Berliet lui-même qui a financé l'opération. En septembre 71, P. Berliet disait à son directeur général : «M. Brejon, vous avez carte blanche, vous donnez l'argent dont ils ont besoin pour faire un planning, s'ils ont besoin de locaux, il faut leur donner, ils ont absolument carte blanche». UN MILLION d'anciens francs par mois environ...

— La CFT a été créée avec le soutien de l'UDR : «Vous savez que les problèmes qui préoccupent la CFT retiennent toute mon attention, et je ne négligerai aucun effort pour faciliter leur résolution dans le sens que vous souhaitez». (lettre du député UDR René Caille à Michaut). Les membres de la CFT, en échange, lui ont fait toute sa campagne électorale.

— La CFT travaille en liaison étroite avec les Renseignements généraux : «il me suffisait de téléphoner pour avoir un renseignement. Téléphoner au Commissariat Central et à la Préfecture. Je donnais le nom du gars et tout de suite, on me donnait les renseignements...» (Michaut).

— La CFT est fournie en hommes de main par le biais des entreprises intérimaires (ITEC, SITER, UNIC...). Ces hommes servaient pour les opérations de commando, comme en avril 73, à Peugeot St-Etienne, où sur la demande du Général en retraite Feuvrier, directeur du personnel de Peugeot, la CFT avait attaqué les piquets de grève de deux usines !

Ces révélations montrent comment les patrons, dans l'automobile en particulier, organisent ces bandes de nervis fascistes pour ficher les révolutionnaires, les délégués syndicaux «n'adhérant pas aux directives générales de l'entreprise», pour attaquer les grévistes et réprimer féroce les travailleurs, particulièrement les travailleurs immigrés.

Michaut, en mangeant le morceau, met dans une position bien inconfortable ceux qui, au gouvernement, tels Peyrefitte ou Poncelet, réclament la reconnaissance de la CFT comme syndicat «représentatif». Les travailleurs savent ce que vaut cette «représentativité», eux qui ont affronté ces nervis patronaux à Peugeot, à Citroën, à Ford...

fièvre aphteuse: les petits éleveurs ne doivent pas payer les frais !

Début février, une épidémie de fièvre aphteuse se déclarait dans les Côtes-du-Nord et s'étend en Bretagne. Cette maladie à virus atteint les porcs et les bovins, elle se manifeste par des éruptions, provoque la mort chez les animaux jeunes et rend la viande non-comestible (elle n'est pas dangereuse pour l'homme qui peut, malgré tout, la transmettre à des animaux si lui-même a été contaminé).

On n'avait pas vu en France une telle épidémie depuis 20 ans. Plus de 10.000 porcs et bovins ont été abattus pour empêcher l'extension de la maladie. Mais il est clair que cette catastrophe n'est pas due au hasard, et qu'elle ne fait pas le malheur de tout le monde.

Il y a trois ans, le gouvernement a cessé de subventionner la vaccination anti-aphteuse qui n'était pas obligatoire pour les porcs. Le résultat de cette politique, c'est aujourd'hui l'abattage de toutes les bêtes dès qu'une seule est touchée, c'est l'absence de vaccin en quantité suffisante pour tout le cheptel, et donc la lenteur de la vaccination, c'est les animaux morts qu'on laisse dans les étables parce qu'il n'y a plus de place dans les écuries de la région !

Ceux qui sont touchés, c'est bien sûr principalement les petits éleveurs, à qui on refuse jusqu'au droit de vacciner eux-mêmes leurs bêtes et qui sont condamnés à attendre le vétérinaire et l'abattage. Les bovins, pourtant vaccinés et donc immunisés, les porcs, même vaccinés sont abattus dès qu'il y a une bête contaminée. Pour beaucoup d'éleveurs, cela veut dire, plus une seule bête, donc plus de viande ni de lait à vendre. Ils seront indemnisés, MAIS QUAND ? ET A QUEL TAUX ? A l'heure actuelle le cours de la viande de porc est bas, ils auront donc des indemnités ridicules. Par contre, ceux qui tenteront de reconstituer un cheptel, le prix d'achat des bêtes aura augmenté en flèche, du fait de leur rareté ! Pour un nombre de petits éleveurs, cette épidémie signifie le chômage, la liquidation complète de leur travail. Ils n'auront d'autre solution que l'usine. Par contre, pour les capitalistes de la campagne, la fièvre aphteuse arrive à point pour accélérer le processus de concentration de l'élevage.

C'est pour protéger ceux-là que s'est mis en place une ceinture de sécurité autour de villes comme Lamballe où sont élevés 500.000 porcs. Après les abattages massifs, les capitalistes verront les prix monter pour leur plus grand profit. Les marchands de bestiaux y trouveront aussi leur compte, quand il s'agira de réapprovisionner les éleveurs. Pour tous ceux-là, les abattages d'aujourd'hui apportent la certitude de bénéfices élevés pour bientôt !

INDEMNITES IMMEDIATES POUR LES PETITS ELEVEURS !

CGT, CFDT : les confédérations mises à l'épreuve de la lutte des classes



C'est à une attaque en règle contre le développement du mouvement gréviste que s'est livrée la confédération CGT dans la dernière période. Dans les Houillères, on a vu les dirigeants cégétistes s'allier avec le syndicat jaune FO pour attaquer les grévistes, les rendre responsables du lock out patronal, tenter de dresser les mineurs de fond contre les grévistes. A Saviem, à Moulinex (Caen), les chefs CGT se sont aussi acharnés pour empêcher et saboter l'occupation et la poursuite de la grève. Même procédé dans les banques ! Officiellement la confédération se félicite du développement du mouvement revendicatif. Mais déclare André Berteloot, secrétaire de la CGT, à l'Agence France Presse : «Mais l'ensemble de ces luttes doit être pris en charge avec un grand esprit de responsabilité. Et c'est ce qui nous préoccupe en raison de certaines situations particulières où des actions irresponsables risquent de compromettre la possibilité d'un mouvement d'ensemble».

Le sens des «responsabilités» de la confédération CGT l'amène ainsi à opposer la possibilité d'un mouvement d'ensemble aux luttes actuelles. Travailleurs, vous qui revendiquez une augmentation uniforme de 200 F par mois à Ford, à Moulinex..., vous qui revendiquez pour conserver votre emploi à Caravelair... faites attention, vous compromettez le «mouvement d'ensemble» ! Attendez les négociations salariales qui sont prévues au nom de la concertation ; et s'il le faut, cette confédération organisera au niveau national des manifestations pour faire satisfaire nos revendications.

De tels mouvements, par les couches diverses qu'ils rassemblent, par les cibles la plupart du temps floues qu'ils visent, ne risquent pas aujourd'hui de provoquer des affrontements aigus contre la bourgeoisie ; c'est avant tout dans de tels mouvements qu'aujourd'hui la confédération CGT peut, tout en prévenant l'éclatement brutal de la combativité ouvrière en profiter pour accuser le gouvernement et proposer la solution de rechange de la «gauche»...

La crainte qu'a la confédération CGT, face à la plupart des mouvements actuels s'explique très bien. D'abord les revendications (non hiérarchisées, «pas un seul licenciement»), les formes de lutte (roulantes dans l'usine, occupation...) sont la plupart du temps en contradiction avec le programme commun protégé par la confédération CGT, programme qui défend la hiérarchie, les licenciements avec reclassement, le respect de la légalité bourgeoise... Ensuite et c'est sans doute là ce qu'il y a de décisif, la prise en main par les travailleurs eux-mêmes, de la conduite de leur lutte, le rejet des perspectives politiques diffusées par le P«C»F de concert avec les chefs CGT, l'accueil favorable fait par les travailleurs en lutte aux révolutionnaires et à leurs explications, tout cela, c'est autant de coups portés à l'influence des idées du P«C»F dans la classe ouvrière. Si à Rateau, le P«C»F qui contrôle étroitement depuis des dizaines d'années la section syndicale CGT de l'usine, accepte les mots d'ordre des travailleurs : «Pas un seul licenciement !»,

accepte le recours à l'occupation, il l'accepte parce que son influence politique n'est pour le moment pas encore battue en brèche. Mais, quand à Saviem ou à Moulinex, des centaines et des centaines de travailleurs se mettent à manifester aux cris de «Une seule solution, la Révolution !», commençant à faire le lien entre l'attitude de la CGT dans les luttes et les propositions du Programme Commun, entre la collaboration de classes pratiquée par certains délégués et la «voie pacifique» d'accession au socialisme, alors les Séguy et les Marchais s'inquiètent ! Et ils déclenchent une campagne de calomnies contre les grévistes, qualifiant leur mouvement de minoritaire... Il s'agit de faire croire que ceux qui remettent en cause le Programme Commun et les perspectives électorales de la «gauche» ne sont qu'une poignée de «trublions», «gauchistes», «irresponsables».

Cette campagne de calomnies cache mal une vérité accablante pour le P«C»F : de plus en plus nombreux les travailleurs, quand ils rentrent en lutte rejettent son influence et les perspectives électorales de l'Union de la Gauche, cherchant d'autres perspectives... Le P«C»F ne peut plus comme il faisait à la veille des élections applaudir les luttes des travailleurs en leur disant : «vos revendications, nous les satisferons avec le Programme Commun». Les travailleurs aujourd'hui n'y croient pas trop et ne s'en contentent pas. Quand ils luttent résolument pour leurs revendications, l'aiguinement des contradictions avec le patron qui fait inévitablement appel à sa maîtrise, à la justice bourgeoise, à la police, amène le P«C»F à révéler son vrai visage !

Les attaques de la confédération CGT contre le mouvement gréviste, s'accompagnent d'une mise en demeure adressée à la CFDT, Séguy reproche à Maire la part prise par les syndicats CFDT dans le développement des luttes à Saviem, Moulinex, aux Houillères... On comprend la hargne de Séguy : toute la politique de son partenaire consiste effectivement à essayer de tirer profit de la perte d'influence du P«C»F dans la classe ouvrière.

Comment s'y prend-elle ? En refusant de signer le Programme Commun de la gauche P«S» - P«C» (que la CGT, elle, a signé) : en prenant en compte de manière mieux adaptée les revendications des masses ignorées dans le Programme (les augmentations uniformes non hiérarchisées par exemple...) ; en s'adressant à des couches spécifiques mal organisées par la CGT (jeunes, femmes, ouvriers-paysans) en n'hésitant pas à soutenir les luttes qu'elles déclenchent... Ces démarcations et cette attitude ont permis à la CFDT depuis Mai 68 de renforcer son audience de manière assez importante. La CFDT a ainsi enregistré un afflux de militants syndicalistes désireux de s'organiser pour la lutte revendicative, et dégoutés de la manière dont la confédération l'organise.

Ces temps-ci encore, des témoignages précis aux Houillères de Lorraine, ou dans les banques montrent que le taux de syndicalisation à la CFDT augmente après ces luttes, souvent au détriment de la CGT

dont de nombreux travailleurs déchirent la carte.

La confédération CFDT, elle, joue là-dessus, peut apparaître ainsi de plus en plus souvent comme la seule alternative aux propositions du programme commun défendues par la confédération CGT. Mais quand les travailleurs essayent de voir de plus près quelles perspectives ouvrent la confédération CFDT, ils ne trouvent rien hormis le mot d'ordre fameux d'autogestion. Quand les travailleurs cherchent précisément quelle voie d'accès au socialisme est tracée, ils ne trouvent rien, et surtout pas une critique du «passage pacifique» prôné par les révisionnistes. Et pour cause, derrière les coups de patte au P«C»F, la confédération a appelé à voter pour la «gauche» aux dernières élections, car, sous la soi-disant «indépendance politique à l'égard de tout parti», se cachent en fait des liens certains entre cette confédération et la social-démocratie (PS et PSU) : Eugène Descamps a quitté le poste de secrétaire général pour rentrer au PS ; de nombreuses Unions départementales sont aux mains des militants de ce Parti. Les points d'unité et de contradiction entre les deux confédérations recouvrent en fait la plupart du temps ceux du P«S» et du P«C»F.

Il est significatif que, dans les dernières grèves dirigées par la CFDT, de Lip aux Houillères, la perspective de l'autogestion soit absente, aussi bien chez les travailleurs en lutte que chez les syndicalistes qui animent cette lutte. Les dirigeants confédéraux peuvent s'entêter à reconnaître dans telle ou telle grève une «expérience d'autogestion», les travailleurs qui mènent cette grève, eux, ne la voient pas ! Edmond Maire, qui impulse l'orientation réformiste de la CFDT, peut faire ses comptes après le congrès de Nantes tenu il y a huit mois : son grand thème de l'autogestion, n'a progressé nulle part dans les masses ; quant aux décisions de combattre la création de comités de grève et des instruments que se donnent les travailleurs en lutte, elle a connu un démenti cinglant dans la vie : à Lip, à Moulinex, pour ne citer que ces deux cas, de tels comités ont été mis sur pied par des syndicalistes CFDT, qui entendaient faire participer le maximum de travailleurs à l'impulsion de la lutte.

C'est une «bonne chose» que dans les luttes actuelles, les travailleurs prennent en main leurs revendications et renforcent leurs organisations syndicales. C'est une bonne chose qu'apparaissent dans ces luttes des syndicalistes capables de prendre en compte les aspirations des masses, d'impulser l'action et de faire leur expérience. Le syndicat est l'arme des travailleurs ; ils doivent l'arracher des mains des politiciens révisionnistes et réformistes pour faire triompher le syndicalisme révolutionnaire. Dans la CGT, dans la CFDT, les travailleurs qui aujourd'hui s'interrogent sur l'absence de perspectives révolutionnaires offertes par les dirigeants confédéraux, doivent entamer ce combat.

HOUILLERES DE LORRAINE NON AUX SALAIRES DE MISERE

Les 37 «ouvriers de métier» en grève depuis le 1er mars et les ouvriers d'exploitation (environ 70), en grève depuis le 7, poursuivent leur lutte, ici, à la carrière de Freyming-Merlebach. Au puits Simon, la grève des travailleurs du lavoir continue de bloquer la production. Lundi 11, la direction des Houillères décide de lock-out : 20 à 30% des 6000 mineurs de fond seulement sont descendus cette semaine.

Malgré toutes les tentatives de la direction pour briser leur grève, les travailleurs du lavoir sont décidés à lutter jusqu'à la satisfaction de leurs revendications : une catégorie en plus et de meilleures conditions de travail. Comme nous le disait un gréviste : «ici, au lavoir, on est les plus mal payés : on gagne entre 900 et 1100 F. Moi, je gagne 1050 F, alors que je fais le travail d'un O.Q. ça fait 20 ans que je suis en catégorie 5...» Pourtant, jeudi, la direction n'y est pas allée de main morte : «d'abord ce sont les cadres et les ingénieurs qui sont intervenus, ils ont même fait des prises de parole, on n'avait jamais vu ça ! Ensuite ils ont voulu dévier la bande roulante qui va des skips au lavoir, en installant un couloir pour déverser directement le charbon brut dans les talbots (sorte de wagons); alors là, nous on s'est assis sur la voie pour empêcher la locomotive d'avancer mais de toutes façons, les cheminots (ceux qui ont fait grève en janvier) refusent de conduire le charbon «jaune.»

Témoin ce cheminot qui était sur la locomotive à ce moment : «on ne nous avait pas dit le but de la manœuvre, arrivés à 200 m des copains assis sur la voie, on a compris et on a aussitôt arrêté les machines.»

A la carrière de Freyming qui produit le sable nécessaire au remblayage au fond, les travailleurs ont décidé de mettre fin à la propagande de la direction, reprise d'ailleurs par la CGT, FO et la CFTC au sujet de la sécurité : «nous courrons à la catastrophe... Notre mot d'ordre est clair et net : pour sauvegarder l'outil de travail, il faut remblayer à tout prix» (G. Bruck secrétaire régional de la CGT). Vendredi ils décidaient de produire 13000 m3 de sable, juste ce qu'il faut pour assurer la sécurité, tout en restant en grève et en refusant la présence de l'ingénieur et des contremaîtres.

A 13h30, au changement de poste, un gréviste nous faisait remarquer : «on fait on ne devrait produire que 5000 m3 car il y a une réserve de 8000, seulement elle a disparu

mystérieusement. Cette fois, l'utilisation du sable sera contrôlée par les délégués mineurs au fond pour qu'il ne puisse pas servir au redémarrage de la production au fond. Chacun se propose pour le travail de la journée, les uns se chargeant de l'excavateur, les autres du concasseur.»

«Tu vois, ici, on est tous des ouvriers qualifiés; moi, je suis en catégorie 6 et j'ai un CAP, pourtant je n'ai jamais atteint les 1200 F» c'est ce que nous explique le conducteur d'un des camions benne P45 qui nous a fait monter sur son engin : «pendant 8H, et souvent on avale le casse croûte en conduisant, on va comme ça de l'excavateur (où le sable est chargé) au concasseur (afin de broyer les pierres mélangées au sable), et on décharge, 30 à 40 fois dans la journée, du concasseur à l'excavateur, sans arrêt, et la nuit s'il pleut on n'y voit rien». Père de 7 enfants cet ancien mineur de fond a été monté au jour après un accident de travail : «j'ai fait 15 ans au fond. En venant ici j'ai été déclassé. On peut dire que mon salaire a aussitôt été baissé d'un tiers du jour au lendemain, pourtant j'avais toujours la même famille à nourrir. Alors depuis à la maison on ne mange pratiquement plus de viande. En ma femme doit faire des ménages. Et aujourd'hui je suis à nouveau déclassé en catégorie 5, voilà le résultat de la nouvelle convention collective. Et ce ne sont pas les 2% que la CGT va nous obtenir le 21 qui changera grand chose, pour l'ingénieur 2%, c'est intéressant, mais pour nous c'est ridicule. Ici à la carrière on est à peu près tous dans le même cas.»

En effet, 80% du personnel de la carrière perd une catégorie et même si la perte de salaire qui en découle est compensée par une prime il suffit d'un déplacement ou d'une sanction pour qu'elle saute.

En produisant, pendant un jour, le sable nécessaire à la sécurité, les travailleurs de la carrière ont mis à nu les arguments de la direction : «non seulement les Houillères ont utilisé la réserve de sable, mais ils ont l'audace de dire qu'elle menace la sécurité. Moi, quand j'ai eu mon accident, une omoplate cassée, le médecin des Houillères m'a dit : «c'est du rhumatisme», alors la sécurité... ils peuvent toujours en parler... Là, on fait un geste pour nous opposer à la tentative de la direction de nous diviser des mineurs du fond. Mais on ne produira pas un gramme de plus.»



...il y a 2 mois, les mineurs de fond avaient imposé le paiement des journées lock-outées !

LES MINEURS DE FOND SOLIDAIRES !

Alors que la direction des Houillères tente de diviser les grévistes avec les lock-outés, parle de l'irresponsabilité des grévistes et s'en prend aux militants syndicaux qui soutiennent la grève, partout où nous sommes allés, que ce soit dans les corons, habités surtout par d'anciens mineurs, pensionnés ou en retraite, ou dans les cités de HLM où sont logés la plupart des «actifs», nous avons pu voir combien l'ensemble des mineurs était solidaire des grévistes. Témoin ce mineur de fond lock-outé, de la cité La Chapelle : «avec la hausse des prix c'est plus possible, déjà, moi, avec 1500 F, j'arrive pas à joindre les deux bouts, alors je comprend qu'avec 900 ou 1000 F, les gars de la carrière veulent autre chose que 2%. De toute façon, pour moi, c'est une question de principe, on ne lâche pas des camarades en grève, la CFTC ou FO, je comprends encore, mais la CGT, je ne vois vraiment pas où elle veut en venir.»

Loin de s'opposer aux grévistes, les mineurs s'en prennent directement aux responsables du lock-out : les Houillères. De plus, cette semaine, les mineurs ont eu leurs fiches de paye et chacun a pu constater, qu'avec la nouvelle convention collective, s'il «montait» souvent d'une catégorie, ces

primes, elles, avaient disparues. Comme nous le disait un militant CFDT : «la fiche de paye ça a été notre meilleur tract de la semaine». Et puis la production du sable, nécessaire pour la sécurité, a montré que les grévistes n'avaient rien d'irresponsables : «maintenant, eux, ils ont fait un geste, c'est les Houillères qui ont décidé le lock-out, c'est aux Houillères de céder.»

C'est pourquoi, la position de la CGT disant d'un côté : «ne pas donner satisfaction aux ouvriers au lavoir et à la carrière et lock-outer les mineurs de fond relève de la provocation» et de l'autre «Pour faire échec à cette provocation nous appelons les ouvriers du lavoir et des carrières à suspendre leur grève. Les revendications de l'ensemble du personnel doivent être discutées avec les Charbonnages le 21 Mars», cette position est indéfendable surtout lorsqu'elle reprend à son compte les arguments de la direction sur la sécurité, allant jusqu'à dire que les responsables du lock-out, ce sont les grévistes et non la direction. Alors, ce n'est pas étonnant que jeudi et vendredi des cartes CGT se soient retrouvées en confettis : «ça fait 18 ans que je suis à la CGT. Déjà, avec les accords signés en janvier, je trouvais qu'on s'était fait avoir sur les

augmentation en pourcentage, mais aujourd'hui vraiment, c'est plus possible; jamais je n'accepterai d'être considéré comme un «jaune» par les copains.»

C'est bien de cela qu'il s'agit, d'ailleurs la position de la confédération CGT est calquée sur celle de FO. C'est pourquoi le mot d'ordre de la CGT, lancé lundi 11, de descendre au fond, malgré le lock-out, a été peu suivi lundi et pas du tout après. «Dans mon quartier, lundi, on était 17 sur 200 d'habitude.»

Aujourd'hui, la CGT, tout comme FO ou la CFTC, se terre. Impossible de les voir. Il faut dire que lorsqu'ils sont allés à la carrière vendredi, ils se sont fait proprement jeter dehors «ils voulaient pas croire qu'on travaillait gratis pour la sécurité.»

Cette fois, la direction régionale CGT aura du mal à prendre le train en marche, le soutien de la grande majorité des mineurs aux grévistes montre clairement que sa manœuvre n'a pas d'écho auprès des mineurs et que ceux-ci savent que leur véritable ennemi, ce sont les Houillères et non leurs camarades en lutte. C'est ce qu'ils ne manqueront pas de montrer, si le 21 mars (date des prochaines négociations avec les Charbonnages) ne leur apporte rien.

MOTTE-BOSSUT (roubaix)

première grève avec occupation

Lundi 11, les travailleurs sont venus massivement à l'Assemblée Générale et on a décidé : grève avec occupation. Mercredi, Motte refuse toujours de discuter et envoie ses cadres pour briser la combativité des ouvriers lors de l'Assemblée Générale. Leur présence crée un certain flottement chez les moins déterminés. L'occupation est suspendue mais la grève continue. Jeudi, Motte lâche, en plus de l'accord paritaire, (50 centimes pour tous et 70 F de vie chère pour mars), 10 cent, 17 F de plus de vie chère et 1,60 F de plus par jour pour le panier (équipe de nuit). C'est peu. L'AG décide pourtant la reprise du travail, par 84 voix contre 80. Mais dans les 84 voix, il y a celles d'une trentaine de cadres et d'agents de maîtrise, et celle du patron lui-même ! En effet, les travailleurs ont commis à nouveau l'erreur de laisser les cadres, larbins du patron, participer à l'AG, et même avoir droit au vote.

De précieuses leçons : un grand nombre de travailleurs sont sortis révoltés de cette AG et bien décidés à reprendre la lutte à la première occasion. Dans cette première lutte ils ont appris beaucoup de choses : qu'il fallait n'avoir aucune illusion sur la

bonne volonté du patron ou l'attitude des cadres, que la force des ouvriers c'est leur unité, leur détermination, et leur organisation. Les militants de Front Rouge ont diffusé des tracts d'explication lors des AG et mardi soir une affiche a été collée massivement dans tout Roubaix pour soutenir l'occupation.

Mais malgré les faibles résultats concrets obtenus cette lutte est positive dans la mesure où elle a permis d'élargir et d'aguerrir le noyau combatif de l'usine (tant au sein de la section CFDT qu'en dehors)

D'autre part cette grève a eu de l'écho dans d'autres usines, et surtout dans une autre boîte de Motte à Leers. Là les ouvriers ont suivi l'exemple de Roubaix grève avec occupation, en 24H ils ont eu les mêmes concessions, ils ont eu affaire aux mêmes manœuvres de la direction; ils en tirent les mêmes leçons.

- Comme toute la classe ouvrière les travailleurs de Motte Bossut refusent de payer la crise de la bourgeoisie. A bas les cadres vendus aux patrons - Organisons-nous pour imposer nos revendications

le 17/3/74 corresp Roubaix

MANUBAT (dijon)

les ouvriers refusent de faire plus de 40 heures

Il y a 15 jours, le patron de MANUBAT, par note de service, nous demandait de travailler à nouveau 43 heures. Motif : nouvelles commandes de 100 grues pour mars... Les marxistes-léninistes expliquent qu'il n'en est pas question; ils disent clairement que la baisse d'horaire à 40 heures au mois de novembre, due soi-disant aux difficultés du patron, nous a valu 100 licenciements, une baisse de salaire de 12% et le même travail en 40 heures qu'en 43. Ils expliquent que le patron, pendant cette période, a maintenu intact son taux de profit par l'économie sur les salaires et l'augmentation de la productivité.

Cette augmentation de productivité qui a envoyé récemment un camarade à l'hôpital : un pylone de plusieurs centaines de kilos s'est abattu sur lui. Et ce n'est pas la première fois que de tels accidents se produisent; il y a un an, un ouvrier recevait une flèche de grue sur le pied; un peu plus tard, un autre avait la main coupée dans de la ferraille...

Il n'est donc pas question aujourd'hui de rentrer dans le jeu du patron. Nous n'acceptons plus de travailler 43 heures pour des salaires de misère. Les

marxistes-léninistes avancent 200 francs de prime de vie chère, ce qui est bien reçu. Tel ouvrier portugais : «en 63 avec 500 F j'achetais plus de choses qu'avec mon salaire d'aujourd'hui». Les syndicats, ce mardi, convoquent une Assemblée Générale et annoncent qu'il n'est pas question de faire 43 heures si on n'a pas 10% d'augmentation. Le patron prend alors la parole pour expliquer qu'il faut «prendre le poisson quand il est là», donc faire 43 heures. Il propose même

de prélever une somme d'argent sur nos salaires pour faire une caisse en cas de nouvelles difficultés. Il est conspué par tous les ouvriers qui décident de rester à 40 heures. Jeudi 14 mars, nouvelle A.G. Le patron refuse les 10%. A l'unanimité moins 5, les ouvriers maintiennent les 40 heures. La lutte continue.

AU PATRON DE PAYER LA CRISE PRIME DE 200 F/MOIS POUR TOUS
Corresp Dijon

brochure front rouge

**CONTRE LA CRISE DE L'IMPERIALISME
UNE SEULE SOLUTION, LA REVOLUTION**

passer vos commandes au journal : envoi contre 2,50 F en timbres poste (port compris)

demande de contact

Nom, Prénom :

Profession :

Adresse :

Envoyer à Front Rouge BP 464 75065 PARIS cedex 02

MOULINEX

200f. pour tous, réduction des cadences !



... les ouvrières de Moulinex accueillent les paysans-travailleurs venus soutenir les grévistes en vendant la viande au prix de la production !

LES TRAVAILLEURS OCCUPENT L'USINE...

C'est lundi 11 mars que les travailleurs ont occupé l'usine après avoir voté la grève illimitée (voir l'interview d'un délégué CFDT, dans FR 107).

Pour briser la lutte, le patron faisait pression sur les 700 travailleurs immigrés qui, avec la Circulaire Fontanet, sont passibles d'expulsion si ils arrêtent le travail. En occupant l'usine, les travailleurs étaient ce moyen de chantage du patron, qui ne disposait plus alors de production et était contraint de négocier.

L'acharnement de la direction à empêcher cette occupation prouve que les travailleurs frappaient juste. La maîtrise, le chef du personnel qui dirigeait sur place la manœuvre, accompagné d'un huissier, photographiant et fichant les grévistes ont été affrontés courageusement par les travailleurs.

C'est à 14 heures, avec la constitution d'un comité de grève à l'initiative des délégués CFDT que l'occupation est devenue effective. Ce comité de grève, qui rassemblait les ouvriers actifs, a mis en place les piquets, le ratissage de l'usine pour en expulser les cadres et les agents du patron; il a arrêté toutes les machines, bloqué les chaudières...

... ET AFFRONTENT LES CALOMNIES DE LA C.G.T.

Les délégués CGT qui, la semaine précédente, s'opposaient aux revendications des ouvriers (ils réclament le retour aux 43 h. et une heure de débrayage), se sont aussitôt opposés à l'occupation allant partout répéter... comme le patron, que l'occupation est minoritaire. Pourtant, à notre connaissance, il n'y avait pas à

Moulinex moins de travailleurs pour occuper l'usine qu'il n'y en a chez Rateau à La Courneuve; le nombre des travailleurs, qui participaient activement à cette occupation, était même exceptionnel, compte-tenu des difficultés de l'organiser avec de nombreuses jeunes ouvrières de 16 ans à peine, soumises aux pressions des parents, avec de nombreux ouvriers habitant la campagne, loin de l'usine. Au meeting de mardi matin, où 1500 travailleurs étaient présents, alors que le problème posé était le renforcement de l'occupation, la CGT a voulu organiser un vote pour déterminer... les modalités d'actions. Plus de 2/3 des participants au meeting ont refusé, à l'appel de la CFDT de participer à ce vote de division ! Alors, messieurs de la CGT, alors Monsieur Berteloot, qui était minoritaire ?

Le patron, fort de cet appui constant, tenant compte du découragement et du pessimisme diffusé par la CGT chez les grévistes, tout en faisant certaines concessions salariales, fait assigner en justice les délégués CFDT qui organisaient l'occupation. Le travail de sape de la CGT, l'indécision finale des délégués CFDT qui n'ont donné aucune consigne de vote vendredi, ont laissé provisoirement les travailleurs sans autre perspective que de reprendre le travail.

Sur 3126 inscrits au collège ouvrier, environ 822 étaient favorables à la reprise, 420 étaient contre, et près de 2000 travailleurs n'ont pas participé au vote. Les travailleurs qui ont obtenu 15 centimes au 1er avril, 20 c au 1er mai, 3% au 1er juillet, et 3% au premier octobre, n'ont pu faire aboutir, aujourd'hui leurs véritables

revendications : 200 F d'augmentation uniforme pour tous et l'abaissement des cadences. Le combat va continuer.

L'INTERVENTION DES MARXISTES-LÉNINISTES :

La propagande de Front Rouge a été très bien reçue par les travailleurs à la grande hargne des faux-communistes du P«C»F et des délégués CGT qui tentèrent plusieurs fois vainement de nous interdire de prendre la parole : leurs injures, et leur manque d'arguments politiques n'ont pas eu d'emprise sur les travailleurs.

Les camarades de Front Rouge ont appuyé activement les grévistes le jour de l'occupation, sont intervenus à la porte de l'usine avec un tract quotidien, soutenant les grévistes et apportant chaque fois des explications visant à favoriser le renforcement de l'occupation.

C'est ainsi que pour renforcer la participation des femmes à l'occupation, des camarades mères de famille, sont intervenues aux portes de l'usine au nom de Front Rouge avec un tract et une banderole : «ouvrières, ménagères, au foyer et au travail, encore plus exploitées que les

11 usines en Basse-Normandie : Caen (3.500 ouvriers), Argentan (3.500 ouvriers), Saint-Lô (1.200), Alençon, Fresnaye-sur-Sarthe, Villaines-la-Juhel, Mamers, Mayenne, Blaisé, Domfront, Falaise. Les usines Moulinex sont de taille moyenne ou petite pour éviter les trop grandes concentrations ouvrières vulnérables en cas de grève. Elles sont réparties en Basse-Normandie et en Mayenne, importants «réservoirs» de main d'œuvre ; les femmes, dont particulièrement celles qui vivent dans les campagnes environnantes, constituent la majeure partie du personnel. A côté de cela, le patron recrute aussi nombre de travailleurs immigrés (700 à CAEN)... Une telle politique d'embauche a un but bien précis : constituer une main d'œuvre très sensible aux pressions patronales et prévenir ainsi toute grève. Les luttes actuelles, les plus importantes dans le groupe depuis longtemps montrent que ce calcul est faux : les travailleuses se sont révoltées et exigent des salaires et des conditions de travail corrects !

hommes». Cette intervention a permis de nombreuses discussions sur le rôle des femmes dans la lutte.

Des ouvriers français se posaient la question : «Pourquoi les ouvriers immigrés ne font-ils pas massivement la grève ?». Nous sommes intervenus avec un tract, deux panneaux et une banderole « A bas les contrats à durée limitée ». Une camarade prend la parole au méga-phone devant plusieurs centaines d'ouvriers pour expliquer comment les contrats à durée limitée et la Circulaire Fontanet enchaînent les ouvriers immigrés. L'intervention est bien accueillie.

Aujourd'hui, des travailleurs qui ont pris le bulletin de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire (O.S.R.) réfléchissent sur, comment poursuivre la lutte, comment briser les divisions que le patron instaure entre les français et les immigrés, entre les femmes et les hommes, entre ceux qui habitent la campagne et ceux qui habitent la ville.

Forts de leur expérience, les travailleurs de Moulinex sauront faire céder le patron.

200 F POUR TOUS !
BAISSE DES CADENCES ! Corr.

DERNIERE MINUTE

Un facteur nouveau est intervenu dans la lutte des travailleurs Moulinex-Caen, avec la décision des camarades d'Alençon de poursuivre la grève. A la suite du meeting de 1200 ouvriers où les responsables syndicaux, tant CGT que CFDT, ont appelé à poursuivre l'action sans offrir de perspectives plus précises, le travail n'a pas repris. Cependant les menaces se précisent, avec l'avis d'expulsion signifié en fin de matinée par l'huissier et les flics aux délégués CFDT et au piquet de grève qui commençait à se reformer. Le tout accompagné de menaces de licenciement contre les délégués CFDT et les travailleurs présents au cas où les abords de l'usine ne seraient pas dégagés.
Lundi 18 Mars

BANQUES

l'occupation continue !

Démarrée il y a 5 semaines au Crédit Lyonnais, la grève des banques s'étend encore. La plupart des banques sont touchées par le mot d'ordre de grève reconductible de 24 h en 24 h, à Paris comme en province. Face à la détermination des employés, certains banquiers inquiets ont lâché quelques miettes : 20 points (80 F/mois environ) pour tous à la banque Grindlay Ottomane, des primes exceptionnelles de 500 F, 300 F, ou 200 F à Jordan, CCF, BFCE... Mais leur conduite générale reste le refus d'accorder les 400 F de prime pour tous, les 50 points, c'est-à-dire 200 F par mois d'augmentation pour tous (20 points de progression, 30 points de reclassification), et le paiement des jours de grève. La bourgeoisie a fait intervenir les flics pour évacuer plusieurs banques occupées, comme à Richelieu-Guéry. Mais les employés sont décidés à se battre jusqu'au bout, comme le prouvent les 25.000 manifestants de Paris ce jeudi 14.

Au centre Barbès, (BNP) 70% environ des employés sont en grève. Des gradés et des cadres tiennent les guichets ouverts au public, mais c'est la seule activité du centre. Tous les services-clé sont bloqués. Les grévistes sont sur place en très grand nombre, ils nous ont expliqué pourquoi cette lutte.

Une des causes principales de leur mécontentement, outre les salaires, c'est la déqualification constante, et l'intensification du travail, qui vont de pair. De plus en plus, ce sont des ordinateurs ou autres machines qui effectuent les opérations, le travail des employés se bornant à la répétition des mêmes gestes, toute la journée. Aux «câbles», en 1970 passaient de 500 à 600 télégrammes par jour pour 2 personnes. Aujourd'hui, c'est environ 2800 télégrammes qui passent pour toujours 2 personnes travaillant sur 26 machines en même temps. Pour les télégrammes téléphonés : en 67, 10 par jour ; maintenant : 220 en moyenne. Dans l'ensemble, la quantité

d'opérations effectuées par chaque employé augmente de 10% par an depuis 3 ans, ce qui signifie pour certains secteurs beaucoup plus. Les employés de banque se voient donc réduits de fait à des conditions de travail proches, sur plusieurs points, de celles des ouvriers même si ce n'est pas un travail productif.

Les salaires ne permettent pas de suivre la hausse des prix : si, en principe, le salaire d'embauche est de 1050 F, certains jeunes ne touchent que 820 F net par mois ! Des employés ayant plusieurs années d'ancienneté arrivent tout juste au salaire d'embauche actuel, leur salaire, parti de très bas, le rattrapant à peine. Par un système de primes bien organisé, le patron entretient la division, avec d'énormes différences de salaires «justifiées» par des tests de rapidité par exemple, ou pas justifiées du tout. Les changements de secteur entraînent parfois de très grosses pertes de salaire, (jusqu'à 600 F) dans

la mesure où les primes sont calculées selon la rentabilité des services !

C'est tout cela qui a provoqué la grève. Les différents secteurs ont établi leurs cahiers de revendications, puis on a fait la synthèse. A Barbès comme dans bien d'autres centres, la CGT s'est fait «traîner» pour participer au mouvement et beaucoup de syndiqués l'ont quittée. La CFDT voit ses rangs grossir, car ce que visiblement recherchent beaucoup de grévistes, c'est de pouvoir prendre leurs affaires en main, et la CFDT répond favorablement à cette aspiration, pour le moment. La condamnation par la majorité des sections syndicales CGT, des occupations, des comités de grève... sous prétexte qu'ils sont minoritaires ou pas démocratiques, trouve dans la détermination des employés un ferme démenti !

AUGMENTATION DES SALAIRES !
A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL !

HALTE AUX PROVOCATIONS POLICIERES

Samedi soir, au Quartier Latin, c'est devenu habituel, les cars de CRS et de gardes-mobiles sont stationnés le long du boulevard St Michel. Depuis quelques temps, les provocations se multiplient. Les CRS ces temps-ci ne restent plus dans les cars, ils descendent sur le trottoir : tous les 4-5 mètres, un CRS, le fusil à l'épaule, aux carrefours, des groupes d'une cinquantaine de flics avec matraques et boucliers et les chefs déambulant le pistolet à la ceinture... Les flics se placent souvent au milieu du trottoir, fixant les badauds qui passent, attendant l'injure ou la bousculade, ou patrouillent dans les rues avoisinantes en roulant les épaules. On attend que le poisson morde à l'hameçon et s'il ne veut pas mordre, on le pousse un peu : les «civils» à cheveux longs et cols roulés sont dans la foule, prêts à lancer le pavé ou le cocktail, alors on charge, on matraque et on ramasse. Et le lendemain, les titres s'évalent : «pillage gauchiste - vandalisme...» de Minute à l'Aurore, chacun y va de son couplet. Samedi soir, ça n'a pas marché, les flics remettront ça samedi prochain...

Ces provocations ne sont pas isolées, elles s'inscrivent dans une campagne d'ensemble de la bourgeoisie :

- le samedi 23 février, après la manifestation contre le soutien de Pompidou à la junte chilienne, des vitrines du quartier Latin sont brisées, on lance des cocktails molotov sur les voitures...

- Samedi 2 mars, alors que le Quartier Latin est quadrillé un groupe de 10 hommes s'attaque à des travailleurs immigrés arabes et noirs et laissent deux jeunes arabes inanimés...

- samedi 9 mars : après la manifestation contre l'assassinat de Puig Antich, des individus sortis directement des rangs des CRS pillent une pharmacie et une armurerie, saccagent des banques dans le 19e et le 20e...

Le soir, au Quartier Latin, même scénario : les vitrines sautent, on incendie des voitures... Le lendemain, «Le Journal du Dimanche» titre : «saccages gauchistes à Paris».

- à Caen, pendant l'occupation de l'usine Saviem, des cocktails Molotov sont lancés sous des voitures. Le lendemain : perquisitions, contrôles, les flics embarquent le «Comité de Soutien à la lutte de la Saviem».

Pour la bourgeoisie, le but est clair, grossier : faire passer les révolutionnaires pour des vandales ; il faut détourner l'actualité sur les «violences gauchistes» pour mieux faire oublier les luttes ouvrières et paysannes qui se multiplient, il faut présenter une image des révolutionnaires incendiaires et pillards qui servent de repoussoir aux masses populaires. Ce n'est pas un hasard si une telle campagne se développe aujourd'hui, c'est que des larges couches de travailleurs rejettent les perspectives réformistes et aspirent à la Révolution, au socialisme. Aujourd'hui, plus que jamais, la situation est favorable au développement des idées marxistes-léninistes dans les masses et les provocations policières n'y pourront rien changer. Quant aux provocateurs, aux «éléments incontrôlés», c'est-à-dire contrôlés directement ou indirectement par la Préfecture de Police, les marxistes-léninistes sauront renouer avec les traditions de lutte du mouvement communiste sur ce point.

CONSTRUIRE LE PARTI (3)

comment poser la question des alliances de classes

Les Marxistes-Léninistes se fixent pour tâche, dans la perspective de la Révolution Socialiste, l'organisation révolutionnaire du Proletariat. Mais ils savent bien que le Proletariat, même organisé pour se battre, ne peut triompher seul des forces de la bourgeoisie. Sa victoire a pour condition nécessaire l'alliance avec d'autres classes et couches sociales, et l'isolement le plus grand de la bourgeoisie. C'est pourquoi, il s'agit pour les Communistes de préparer, dès aujourd'hui, les alliances de classe nécessaires à la Révolution Socialiste. Il y a, en l'affaire, deux façons de voir les choses.

une réponse opportuniste

Ou bien, on tente de regrouper dès maintenant toutes les classes et couches sociales qui ont intérêt à la Révolution, c'est-à-dire toutes les forces sociales dont l'avenir est menacé, dont les intérêts sont contrariés par la domination bourgeoise et qui, objectivement, n'ont pas, à terme, d'autre solution que participer à la Révolution Proletarienne. On prétend en quelque sorte créer un front uni. Dans la pratique révolutionnaire quotidienne comme dans les déclarations de principe, on considère comme un tout l'assemblage des forces qui ont stratégiquement intérêt à s'unir, en soulignant, bien sûr, que le prolétariat doit en prendre la tête. Cette position, à première vue, est séduisante. Elle présente l'avantage d'offrir d'emblée à la majorité des gens une perspective politique révolutionnaire, mais elle comporte aussi, et avant tout, de très sérieux inconvénients :

Le premier, c'est de confondre. Confondre la réalité de la lutte de classe aujourd'hui et la situation de la lutte de classe au moment de la Révolution. Aujourd'hui, de nombreuses couches sociales entrent en lutte contre les aspects de la domination bourgeoise qui les lésent particulièrement, mais ces couches envisagent bien d'autres recours que la Révolution Socialiste. Si les plus défavorisées aspirent à des changements d'ensemble importants, à une sorte de révolution, les couches supérieures, elles, cherchent avant tout à maintenir, préserver, améliorer leur position dans la société capitaliste et pas encore à détruire cette société. Ces composantes multiples d'une petite bourgeoisie en difficulté, ne comprendront qu'il est possible de renverser le capitalisme qu'au moment décisif de l'affrontement entre le prolétariat et la bourgeoisie. L'impératif premier à remplir pour faire quelques pas dans le rassemblement de ces forces, c'est la direction ferme et résolue du prolétariat, sans laquelle leur instabilité, leurs espoirs d'aménagement du capitalisme, bref, leur réformisme congénital s'opposeraient à toute coalition les liant au prolétariat. Faire des efforts pour créer un rassemblement des couches sociales opposées au capitalisme, sans que soit remplie historiquement la condition indispensable du rôle dirigeant du

proletariat revient à mener la révolution prolétarienne à la dérive

Prôner aujourd'hui ce rassemblement, c'est encore confondre. Confondre le caractère socialiste de la Révolution à venir et le caractère économique, catégoriel des revendications des couches sociales que le prolétariat devra rallier à sa révolution. Certes, toutes ces revendications trouvent bien leur origine dans la domination bourgeoise, mais la réponse spécifique qu'apporte le prolétariat au problème d'en finir avec cette domination ne peut être partagée par la majorité du peuple que par l'évolution de la lutte des classes à son niveau le plus élevé, mettant aux prises le prolétariat et la bourgeoisie dans les combats décisifs. C'est seulement dans ces combats politiques que peut s'effectuer, pour la petite-bourgeoisie, le passage du mécontentement à la lutte révolutionnaire, la passage d'une certaine unité avec le prolétariat dans la lutte contre la domination bourgeoise à un accord relatif, mais essentiel avec la perspective socialiste. Or, ces combats, dans lesquels s'engouffre toute l'énergie révolutionnaire du prolétariat, ne peuvent être à l'ordre du jour tant que subsiste l'influence encore considérable du révisionnisme et du réformisme. Nous n'assistons aujourd'hui qu'aux premières escarmouches, dans lesquelles et par lesquelles le révisionnisme est peu à peu démasqué. Ne pas en tenir compte, c'est s'enliser dans un économisme sans issue.

De plus, envisager aujourd'hui un tel rassemblement, c'est ni plus ni moins reprendre à son compte la tactique mise en œuvre par le P.C.F. en vue d'un soi-disant «démocratie avancée», tout en traçant un objectif stratégique différent : la révolution prolétarienne, c'est bien mal le servir, car c'est ne pas comprendre l'unité fondamentale d'une tactique pour l'immédiat et d'une stratégie pour l'avenir, ignorer le rapport dialectique qui unit l'ensemble des tâches de la Révolution.

une réponse communiste

Ou bien on part du point de vue que l'alliance de classes nécessaire à la Révolution doit se construire sur la base du développement progressif du prolétariat en tant que force politique autonome. Cette conception est la nôtre. Elle signifie que le degré d'unité que le prolétariat peut réaliser dans la marche vers la Révolution est étroitement dépendant du propre renforcement de ses rangs, de l'élimination plus ou moins réalisée des conceptions, et par voie de conséquence, des organisations réformistes et révisionnistes dans le prolétariat. Cette conception tire profit des expériences historiques dans lesquelles la classe ouvrière a engagé sérieusement ses forces pour servir en définitive de force d'appoint à la petite-bourgeoisie. Cette conception met l'accent sur le caractère prolétarien, socialiste de la Révolution à réaliser. Elle ne méconnaît pas le caractère progressiste, nécessaire de l'unité dans la lutte économique des ouvriers et d'autres couches sociales. Elle encourage avec force cette unité, mais elle ne la confond pas avec l'unité sur le projet révolutionnaire socialiste qui est d'une toute autre nature et qui implique à la fois le

développement constant d'une propagande socialiste dans ces couches et classes, et surtout l'apparition du prolétariat en tant que force politique dans les luttes décisives qui l'opposent à la bourgeoisie.

Une telle conception se base sur une attitude différente par rapport aux différentes composantes du peuple, elle vise à s'allier en priorité les secteurs les plus fragilement rattachés à la bourgeoisie, ceux dont les liens sont en train de se rompre, avec les illusions de toute sorte sur un possible changement dans le cadre de la dictature bourgeoise. Les Marxistes-Léninistes fondent leur tactique sur cette évolution différenciée des rapports de classes. Conscients de la tâche prioritaire qui consiste à armer le prolétariat de la conscience socialiste, ils dirigent l'essentiel de leurs efforts vers l'organisation révolutionnaire du prolétariat. L'inégal développement du marxisme-léninisme dans les années qui ont vu son apparition, en France notamment, a fait apparaître un progrès plus rapide au début des idées marxistes-léninistes chez les intellectuels, c'est-à-dire en définitive dans un secteur particulier de la petite-bourgeoisie. Et sur la base de cette constatation et de cette facilité, le mouvement marxiste-léniniste a pu s'orienter un temps vers l'organisation assez massive des intellectuels, mais il n'a pas pu, dans le même temps, progresser de façon réelle dans l'organisation révolutionnaire du prolétariat. Pas forcément parce qu'il est impossible de mener ces deux tâches de pair, mais parce qu'un ensemble de facteurs politiques y a conduit : période opportuniste du marxisme-léninisme, marquée par l'incapacité à introduire une démarcation réelle avec le révisionnisme, très grande faiblesse de l'organisation communiste, apogée des conceptions spontanistes violentes héritées d'un bilan unilatéral et simpliste de Mai 68. Aussi, dès 1971, les marxistes-léninistes ont dirigé tous leurs efforts vers l'organisation révolutionnaire de la classe ouvrière. Une telle orientation tactique a, depuis, porté ses fruits. Aujourd'hui le mouvement marxiste-léniniste conséquent est dans une très large mesure prolétarisé. La quasi-totalité de ses organismes travaille en direction des entreprises et des quartiers ouvriers, de nombreuses organisations d'entreprise se sont développées et continuent à se former en plus grand nombre, ce sont des ouvriers communistes qui dirigent dans une proportion croissante les activités des marxistes-léninistes dans de nombreuses villes, et l'écho rencontré par les propositions des marxistes-léninistes concerne une majorité d'ouvriers. Ces faits positifs ont leur revers ! Dans le même temps, trotskistes et révisionnistes ont eu champ libre dans les facultés pour dévoyer des couches non négligeables d'intellectuels progressistes. Mais ce renversement des secteurs d'intervention communiste dans les masses était inévitable, nécessaire et juste.

D'une part, c'était la condition pour transformer le mouvement marxiste-léniniste de fond en comble, éliminer de ses rangs l'opportuniste, engager réellement la lutte contre le révisionnisme, d'autre part les premiers acquis dans l'organisation communiste du prolétariat permettent aujourd'hui d'envisager, en étroite liaison avec leur extension, avec

l'élargissement de l'influence communiste dans la classe ouvrière, les premières tentatives d'organisation communiste dans d'autres couches du peuple.

le travail communiste est à l'ordre du jour ...

Il est bien évident que la tâche principale des marxistes-léninistes reste, pour longtemps, l'organisation révolutionnaire du prolétariat, que les premiers pas accomplis dans cette voie ne sont rien par rapport à ce qui reste à faire, mais d'ores et déjà, il s'agit de consacrer une partie, très subordonnée et très minime, de l'activité communiste à engager le travail de propagande socialiste et le travail d'organisation dans trois directions : la paysannerie, les couches sociales faisant charnière entre le prolétariat et la petite-bourgeoisie, la jeunesse intellectuelle.

...chez les paysans pauvres...

La paysannerie pauvre est l'alliée principale de la révolution prolétarienne en France : La construction du socialisme en France implique l'alliance du prolétariat et de la paysannerie pauvre. Aujourd'hui déjà, les paysans apportent leur soutien aux luttes résolues de la classe ouvrière. Les liens historiques rattachant la paysannerie pauvre à la bourgeoisie agraire, et par ce biais à l'ensemble de la bourgeoisie, commencent à se dissoudre. La propriété de la terre, lien idéologique important sur lequel la bourgeoisie a toujours tenté de tisser l'unité factice de tous les possédants, commence à devenir une question discutée à la campagne, un obstacle secondaire dans l'unité profonde entre ouvriers et paysans. D'autant mieux que les paysans pauvres font tous les jours l'expérience de la précarité de leur sort de petit propriétaire, l'expérience du caractère dérisoire de leur propriété face à l'implacable loi du marché capitaliste. L'attrait pour la Chine et l'Albanie Socialiste gagne du terrain. Sans approfondir ici comme il se doit - et nous y reviendrons - l'ensemble de l'évolution de la conscience politique à la campagne, il nous faut voir aujourd'hui que les marxistes-léninistes doivent orienter dans la voie de la Révolution Socialiste l'immense capital de révolte et de lutte qui bouillonne dans les campagnes. Il ne suffit plus de dire aujourd'hui bien que ce fait demeure le ressort essentiel de la révolutionnarisation de la paysannerie, que la multiplicité des liens entre l'ouvrier et le paysan, l'interpénétration provoquée par le capitalisme, la prolétariation des paysans pauvres y joueraient. Les communistes doivent, dans l'action et par la lutte politique, aider activement au développement de ce processus.

...chez les petits employés, vendeurs...

Les couches sociales formant charnière entre le prolétariat et la petite-bourgeoisie (employés, vendeuses, infirmières...) de par leurs conditions d'exploitation, leur luttes résolues, leur étroite liaison avec le prolétariat souvent réalisée au sein même de la famille ouvrière,

constituent dans une large mesure un terrain favorable à la propagande socialiste, même s'il ne s'agit pas de les confondre avec la classe ouvrière. Leur place dans le processus de production, l'emprise d'une idéologie de supériorité sur la classe ouvrière les en distinguent. Aux communistes de s'appuyer sur le premier mouvement pour combattre la deuxième tendance.

...et dans la jeunesse intellectuelle

La jeunesse intellectuelle : l'évolution respective des luttes de la classe ouvrière et des luttes de la jeunesse intellectuelle remet les choses en place. Six ans après Mai 68, la classe ouvrière a progressé de façon certaine vers la Révolution Socialiste, le mouvement étudiant, lui, retrouve aujourd'hui et périodiquement une certaine force, mais n'a pu dépasser le cadre de critique de l'université bourgeoise dans ses cibles, même si l'énergie des mobilisations qu'il suscite vise à aller au delà. On est loin du rôle d'avant garde en quelque sorte qu'on évoquait à propos de Mai 68. Et c'est normal. Notre Révolution n'est pas une révolution démocratique ou une révolution nationale, c'est une révolution socialiste dans laquelle le rôle des étudiants est subordonné au rôle dirigeant du prolétariat encore plus étroitement. Aussi, la tâche des communistes, dans la période actuelle, n'est-elle pas de prendre la tête d'un mouvement universitaire, dont l'unité avec le prolétariat ne peut pas se réaliser ; et cela, tant que le prolétariat ne sera pas débarrassé du révisionnisme qui l'affaiblit et le divise, mais leurs efforts doivent se porter sur la constitution d'un courant communiste à l'université, dessinant nettement ses contours. Ce courant, en menant une lutte conséquente contre l'Université bourgeoise, instrument de l'appareil d'Etat oppresseur, en impulsant la lutte anti-impérialiste, la diffusion de la ligne communiste, et sur cette base la concrétisation de l'idéologie «Servir le Peuple», visera à affaiblir l'audience du révisionnisme et du trotskisme à l'université. C'est à cette condition qu'un jour le mouvement de masse de la jeunesse intellectuelle pourra devenir un allié solide et constant du prolétariat. Nous reviendrons également là-dessus.

La politique d'alliance de classe du prolétariat, nécessaire pour l'accomplissement de la Révolution Socialiste dépend étroitement du développement du prolétariat en tant que force autonome. C'est le degré de développement atteint dans cette voie qui détermine, en dernière analyse, plus que toute autre cause, excepté évidemment le fascisme et l'occupation étrangère, la forme et le contenu, l'extension des alliances de classe. Avant de s'unir et pour s'unir, se délimiter, tel reste le mot d'ordre. Des alliés «naturels» du prolétariat, comme la paysannerie pauvre, aux alliés plus lointains, aux couches qu'il s'agira en fin de compte, avant tout, de neutraliser, s'étend le vaste champ de la majorité du peuple. Mais pour ne pas se noyer dans des alliances qu'il ne pourrait pas diriger, comme pour ne pas se trouver isolé, faire d'en avoir conclu, le prolétariat ne peut compter que sur la force d'avant garde qui lui permettra de vaincre, son Parti.

LA COMMUNE DE PARIS

18 mars 1871 pour la première fois les ouvriers prenaient le pouvoir

Le 18 mars 1871, les prolétaires et les autres travailleurs de Paris, recourant à la violence révolutionnaire, renversaient la domination réactionnaire du gouvernement bourgeois et fondaient un pouvoir révolutionnaire prolétarien, le premier de ce genre dans l'histoire de l'humanité, la COMMUNE DE PARIS, c'était «comme l'aurore de la grande Révolution Sociale qui affranchira à jamais l'humanité du régime des classes» (Karl Marx).

C'est dans la conjoncture d'une situation nationale qui allait s'aggravant et de contradictions de classes prêtes à éclater que les prolétaires déclanchaient une insurrection armée.

A la fin du second Empire, le capitalisme français venait de connaître une période d'expansion. L'afflux d'or des pays colonisés l'avait stimulé. La bourgeoisie s'était dotée d'un équipement bancaire adapté, et la concentration capitaliste s'était accélérée. Le pouvoir d'état, géré par Napoléon III, était un simple instrument au service des classes possédantes. La démagogie sociale fleurissait dans les cercles dirigeants de l'Empire pour tenter d'endormir la conscience révolutionnaire.

Mais la classe ouvrière n'y croyait plus. Ce développement du capitalisme, elle le payait de sa sueur, de ses mutilations, de ses morts, de sa misère. Un ouvrier chômait en moyenne 4 à 5 mois par an. Si le salaire officiel augmentait de 17%, dans le même temps, le coût de la vie grimpait de manière foudroyante : 50% pour les denrées alimentaires, entre 70 et 100% pour les loyers. Et les ouvriers étaient chassés à la périphérie de Paris, après les travaux de prestige ordonnés par Napoléon III. Des femmes et des enfants, dès l'âge de 7 ans, étaient obligés de travailler dans des conditions exténuantes. Les journées de travail étaient de 12 heures, le travail était de plus en plus dur.

Voilà ce qu'était l'exploitation capitaliste, avec en plus un système d'amendes, de demandes de réunion, de livret de travail obligatoire, dans lequel le patron notait son opinion sur l'ouvrier. Les associations étaient illégales mais tolérées. Les patrons utilisaient le lock-out contre les grèves et la troupe tirait sur les ouvriers. Le prolétariat, toujours plus nombreux et plus puissant, prenait conscience de sa force. En février 1848, la classe ouvrière monte sur la scène politique en tant que force indépendante face à la bourgeoisie. C'est la première fois. Elle formule, quoiqu'encore vaguement, la demande d'une «République Sociale». Par la suite, elle reprend la lutte à maintes reprises pour combattre la société bourgeoise. Avec la création de l'Internationale, en 1846, qui compte en France 245000 membres, les luttes ouvrières prennent un essor considérable, le prolétariat conquiert peu à peu son autonomie de classe. Il prend conscience que son émancipation ne viendra pas de la bourgeoisie, qu'elle sera conquise par les ouvriers eux-mêmes.

Et c'est bien pour étouffer les contradictions sociales prêtes à éclater, consolider sa domination tyrannique, rassasier son appétit d'expansion territoriale, que Napoléon III déclenche, en 1870, la guerre à la Prusse de Bismarck. Peine perdue, les ouvriers formés dans l'esprit de l'Internationale, envoient immédiatement des messages fraternels aux ouvriers et au peuple allemand.



...les soldats envoyés par Thiers pour voler les canons fraternisent avec le peuple et la garde nationale, ils mettent «crosse en l'air»

«Une guerre pour une question de prépondérance ou de dynastie ne peut être, aux yeux des ouvriers, qu'une absurdité criminelle» affirme l'Internationale.

Après de nombreuses défaites, les troupes de Napoléon III sont totalement battues en septembre, l'empereur est fait prisonnier à Sedan. Dès lors que l'armée impérialiste française est battue, l'impérialisme allemand se lance dans la conquête de la France et l'oppression du peuple français; à ce moment-là, le caractère de la guerre du peuple français change. «République et résistance» deviennent ainsi les 2 exigences du peuple de Paris descendu dans la rue. La bourgeoisie, sous la pression du peuple, proclame la République le 4 septembre; elle ne peut empêcher le peuple de s'armer. Les bataillons populaires sont incorporés à la Garde Nationale pour en devenir la force principale.

Les ouvriers prennent en main la résistance à l'invasion du territoire national; mais il ne s'agissait plus; seulement pour eux, comme en 1792, de proclamer la Patrie en danger, et de s'unir à la bourgeoisie pour repousser l'ennemi prussien. Il s'agissait aussi de renverser le pouvoir de la bourgeoisie : «la bourgeoisie qui a accompli son émancipation il y a plus de 3/4 de siècle, ne comprend-elle pas aujourd'hui que le tour de l'émancipation du prolétariat est arrivé? Les désastres et les calamités publiques dans lesquelles son incapacité politique et sa décrépitude morale et intellectuelle ont plongé la France, devraient pourtant lui prouver qu'elle a fini son temps, qu'elle a accompli la tâche qui lui avait été imposée en 1789...» lisait-on dans le Journal Officiel de la Commune. Et cette émancipation sociale, les ouvriers et les autres travailleurs de Paris vont l'imposer par la violence révolutionnaire, face à la violence réactionnaire de la bourgeoisie.

Devant la montée de la conscience prolétarienne, la bourgeoisie s'affole. Elle ne fait plus que semblant de résister à Bismarck, et s'empresse de s'allier à son ennemi d'hier. «une victoire de Paris sur l'agresseur prussien,

aurait été une victoire de l'ouvrier français sur le capitaliste français et ses parasites d'état. Dans ce conflit entre le devoir national et l'intérêt de classe, le gouvernement de la Défense Nationale n'hésitait pas un instant : il se changea en gouvernement de la Déception Nationale» (K. Marx). La bourgeoisie nomme à la tête du gouvernement Thiers, qui a déjà fait ses preuves dans la répression sanglante du Mouvement Ouvrier. Pendant que Paris résiste, il prépare en coulisses la reddition à Bismarck. Une fois la capitulation signée le 27 janvier 1871, Bismarck s'empresse de libérer les prisonniers français pour aider Thiers dans sa sinistre besogne de répression contre les ouvriers de Paris. Les ennemis d'hier se réconcilient sur le dos du prolétariat. La Garde Nationale, elle, se renforce et déclare qu'elle résistera par les armes à toute tentative de désarmement.

Le 18 mars 1871, Thiers envoie discrètement des troupes s'emparer des canons de la Garde Nationale à Montmartre. Paris bat le rappel, la troupe fraternise avec le peuple qui fait justice en fusillant les généraux Lecomte et Thomas. Thiers et ses ministres partent en catimini à Versailles. Le Drapeau Rouge est hissé sur le toit de l'Hôtel de Ville. La Commune de Paris est proclamée.

Elle va durer 72 jours, 72 jours héroïques, 72 jours riches d'enseignements pour tous les peuples du monde. «Si la Commune venait à être détruite, la lutte serait seulement reportée. Les principes de la Commune sont éternels, imprescriptibles; ils se présenteront maintes et maintes fois, jusqu'à ce que la classe ouvrière soit libérée» (K. Marx)

La commune a été étranglée par les bourreaux de Versailles, mais elle a indiqué aux prolétaires des générations futures les principes à mettre en œuvre pour émanciper leur classe : s'emparer des armes, briser l'état bourgeois, établir la dictature du prolétariat. Dans les prochains numéros, nous reviendrons sur ces enseignements qui nous guident encore pour notre lutte aujourd'hui.

PORTUGAL : CRISE AU SEIN DU REGIME FASCISTE

communiqué

de la commission permanente du mouvement des travailleurs portugais émigrés (M.P.T.E.)

Les derniers événements montrent que les hautes sphères du régime Caetaniste traversent une grande crise. Voici quelques faits : Caetano, dans un discours à l'Assemblée Nationale fasciste, a promis de continuer sa politique criminelle contre les peuples des colonies qui luttent pour leur libération. Les criminels de guerre Spinola et Gomez da Costa ont été démis des hautes responsabilités qu'ils occupaient au sein de l'armée coloniale-fasciste. Cependant, tandis que toutes les casernes étaient mises en état d'alerte, la «Garde Nationale Républicaine» (GNR) encerclait l'académie militaire. On a signalé une grande agitation dans toutes les casernes, principalement à Viseu et à Belem : les plus récentes informations indiquent qu'une compagnie de «Caldas da Reinha» a tenté de marcher sur Lisbonne et a été interceptée par la GNR qui l'a encerclée; on signale aussi l'arrestation de nombreux officiers.

Il s'agit d'une lutte entre deux groupes de la bourgeoisie exploiteuse, l'un dirigé par le général Spinola, bien connu pour ses actions criminelles en Guinée et en Angola, et l'autre dirigé par le non-moins fasciste Caetano. Cette querelle a été causée par les grandes victoires remportées récemment par les peuples des colonies. C'est notamment la grande débâcle subie en Guinée par les colonialistes et qui s'est traduite en septembre dernier par la proclamation de l'indépendance de la République de Guinée-Bissau, qui a pesé le plus lourd dans l'aggravation des contradictions entre ces deux groupes de la bourgeoisie.

Spinola se présente maintenant comme le chef de file incontesté des fascistes «libéraux» qui prétendent continuer l'oppression coloniale sous de nouvelles formes, tandis que Caetano est partisan de la poursuite de la politique actuelle. Comment faire face aux échecs successifs subis par les coloniaux-fascistes? Voilà le point le plus important des divergences entre les ennemis du peuple.

D'un autre côté, le mécontentement des masses travailleuses, qui s'est

traduit par plus de deux cent grèves depuis janvier, et la lutte contre la guerre coloniale - notamment à l'occasion des manifestations des 4 et 21 février 1974 - viennent aggraver la situation au sein du régime fasciste.

Dans notre pays, les forces populaires profiteront certainement de cette occasion pour mettre à nu une fois de plus la nature anti-populaire du régime de Caetano et des ambitions de Spinola. La crise au sein du fascisme montre que les conditions sont chaque jour meilleures pour la lutte du peuple portugais pour la démocratie populaire - pour la liberté, la paix, le pain, la terre et l'indépendance - c'est un grand soutien que nous apportons donc les peuples des colonies qui, en luttant pour l'indépendance, affaiblissent l'Etat fasciste.

Nous, travailleurs émigrés portugais, devons participer activement à la lutte anti-colonialiste et apporter notre soutien concret à la lutte des peuples des colonies pour la libération. Ainsi, l'appel lancé par le M.T.P.E. pour offrir une ambulance à la jeune République de Guinée-Bissau est un des objectifs auxquels nous devons contribuer activement, sûrs du fait que, de cette façon, nous concourons à la débâcle du colonialisme et du fascisme.

Le fascisme, qui emprisonne, qui torture et qui tue tant de fils de notre peuple, est dans une situation difficile. Notre plus cher désir en ce moment ne peut être que de lui causer encore plus de difficultés.

C'est ce que nous ferons en popularisant et en soutenant la lutte des peuples des colonies!

C'est ce que nous ferons, en nous mobilisant toujours plus pour offrir une ambulance à la jeune République de Guinée-Bissau.

C'est ce que nous ferons, en poursuivant et en élargissant la lutte pour un Portugal d'où nous n'aurons pas besoin d'émigrer.

Liberté, paix, pain, terre, indépendance!

Caetano ou Spinola NON!

Gouvernement Populaire OUI!

Les peuples des colonies vaincront!

NANTES :

Environ trois cent personnes se sont réunies à Nantes à l'appel du Mouvement des Travailleurs Portugais Emigrés, O Salto, Comité Indochine Palestine, Front Rouge, le Prolétaire Ligne Rouge, Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France pour soutenir la lutte des peuples des colonies portugaises. L'assistance qui comportait notamment de nombreux travailleurs portugais, a exprimé chaleureusement son enthousiasme. Le spectacle patriotique présenté par le groupe cap-verdien KAOGUJAMO, d'un excellent niveau politique et artistique, a spécialement contribué au succès de ce meeting. Une collecte a été faite dans le cadre de la campagne pour offrir une ambulance à la jeune République de Guinée-Bissau.

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France

pli normal

1 an

60 F

3 mois

15 F

pli fermé

1 an

120 F

pour l'étranger : écrire au journal qui fournira le tarif.

CAMBODGE: LE FUNK ET LE GRUNC ONT 4 ANS

Phnom Penh est devenu le front le plus brûlant

Depuis quatre ans, les masses populaires de Phnom Penh ne se sont jamais résignées à la domination des traîtres mis en selle par Nixon. Toutes les couches populaires sont entrées dans la lutte, avançant leurs revendications pour leur droit à la vie et élevant sans cesse leur conscience de la nature de la « République » de Lon Nol. Le bilan des derniers mois est particulièrement éloquent.

En décembre et janvier, les ouvriers de la quasi-totalité des entreprises de Phnom Penh sont entrés en grève et ont manifesté pour les salaires et le riz, contre l'entraînement militaire obligatoire, désignant clairement le gouvernement de Lon Nol comme traître. En même temps, les conducteurs de « Lambretta » manifestaient contre la hausse des prix du carburant, invitant le GRUNC à venir prendre en main les affaires de Phnom Penh. 12.000 enseignants ont fait grève plusieurs semaines, soutenus par les lycéens et étudiants.

Depuis, la lutte de la population s'est particulièrement concentrée contre le plan de racolage de chair à canon mis en place par Lon Nol pour faire face à l'offensive des Forces de Libération : ces assassins vont jusqu'à envoyer aux points chauds du front des enfants de 12 à 14 ans raflés par la police militaire ! Le 17 février, la foule s'est ainsi rassemblée et a envahi un poste de police pour arracher des griffes de la police militaire des jeunes racolés de force.

Les fonctionnaires du régime et les soldats eux-mêmes se révoltent contre les conditions de vie insupportables qui leur sont faites : démission massive des fonctionnaires, manifestations des militaires en arme, et parfois sur leurs véhicules blindés, pour exiger du riz des autorités fantoches.

Face à cette puissante mobilisation des masses, le régime de Lon Nol multiplie ses crimes. Il tient en prison des milliers de patriotes de Phnom Penh, dans des conditions horribles,

semblables en tous points à celles des geôles de Thieu au Sud-Vietnam. Mais mal lui en prend. A la suite de l'assassinat sous les tortures de quatre étudiants, le 1er février, une immense vague de colère a soulevé la population. Les ouvriers ont observé une grève générale de vingt quatre heures, les étudiants et lycéens ont tenu des réunions pour condamner cet acte barbare ; la population, y compris des fonctionnaires et soldats, a porté massivement le deuil des martyrs ; les bronzes ont célébré des services à leur mémoire dans les pagodes.

De plus en plus, les masses populaires désignent clairement dans leurs manifestations la clique de Lon Nol comme une bande de traîtres, et exigent qu'ils s'en aillent chez leurs maîtres yankees.

Non, la population de Phnom Penh n'est pas « terrorisée » par les bombardements des forces de libération, comme la presse bourgeoise cherche à le faire croire. Au contraire, elle tient toute sa place dans le front de lutte du peuple cambodgien pour l'indépendance et la liberté.

“LE FUNK DE MANDE A LA POPULATION DE PHNOM PENH DE SE RENDRE IMMEDIATEMENT DANS LA ZONE LIBEREE, S'ILS NE PEUVENT LIVRER BATAILLE DANS LA VILLE”

La presse bourgeoise avait caché les massacres par les troupes de Lon Nol, et les bombardements massifs au Cambodge par l'aviation US jusqu'au 15 août. Aujourd'hui, elle fait grand bruit sur le bombardement de Phnom Penh par les Forces de Libération. Mais pas un mot sur les objectifs visés et atteints : camps militaires et résidences des dignitaires du régime. Ni sur les appels du FUNK à rejoindre la zone libérée et à s'éloigner des objectifs visés, suivis par des milliers d'habitants. Ni sur la lutte des masses contre le régime. En réalité, les Phnom-Penhois luttent sur place contre les fantoches ou bien gagnent la zone libérée.



Dès 1963, des patriotes prennent le maquis : ils engagent la lutte contre les éléments pro-US infiltrés au sein du régime Sihanouk. En 1967, ils sont rejoints par plusieurs députés, parmi lesquels Hu Nim, Khieu Samphan et Hou Youn (de gauche à droite en partant du centre sur la photo) actuels dirigeants du F.U.N.K. C'est notamment grâce à l'intense activité politique et militaire qu'ils ont développé dès cette époque, qu'aujourd'hui, au Cambodge, la victoire apparaît inéluctable.

4 années de victoires

Le 18 mars 1970, un coup d'Etat monté par la C.I.A. mettait en place à Phnom Penh une clique de fantoches des impérialistes US, Lon Nol, Sirik Matak et Cie. Cinq jours plus tard, le 23 mars, étaient créés le Front Uni National du Kampuchéa (F.U.N.K.) et le Gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge (G.R.U.N.C.). Quatre ans après, les patriotes cambodgiens sont proches de la victoire : les fantoches sont encerclés et bombardés dans Phnom Penh, la presque totalité du pays est libérée. Pourquoi une victoire aussi rapide ?

C'est avant tout le résultat de la juste ligne définie par le FUNK. Certains de ses dirigeants avaient déjà pris le maquis dès 1963. Car l'intervention US au Cambodge ne date pas de 1970 : en 1969 déjà, il y avait des bombardements et depuis longtemps, les impérialistes US avaient multiplié leurs hommes de main au sein du régime du prince Sihanouk.

Si bien qu'en 1970, au lendemain du coup d'Etat, les bases de la guerre populaire étaient déjà établies. Voilà qui explique le rapide développement des Forces Armées Populaires de Libération Nationale du Kampuchéa (F.A.P.L.N.K.) qui, trois mois après une invasion de 110.000 mercenaires US et saïgonnais appuyés par les B 52 de l'aviation US. C'est parce qu'il a choisi la lutte armée pour libérer son pays, parce qu'il met toute sa confiance dans la guerre populaire, que le FUNK a pu, depuis, repousser toutes les manœuvres US, toutes les propositions fallacieuses de négociation avec l'archi-fantoches Lon Nol, qui ne représente strictement rien au Cambodge, si ce n'est ses maîtres yankees.

La rapidité de cette victoire s'explique aussi car, dès 1970, ceux qui allaient devenir les dirigeants du FUNK ont su unir autour des noyaux qu'ils avaient déjà constitués, tous ceux qui s'opposaient à l'impérialisme US et à ses valets. Le premier résultat de cette juste politique d'alliance a été la

collaboration des résistants de la première heure et du prince Sihanouk, patriote et chef légitime de l'Etat cambodgien. Le ralliement au FUNK du prince Sihanouk a favorisé celui d'un grand nombre de cambodgiens : des paysans, mais aussi des membres du clergé bouddhiste, des membres de l'intelligentsia et de l'appareil d'Etat. Autre effet de cette juste tactique : le ralliement massif des étudiants. Ceux-ci avaient pu être, dans un premier temps, trompés par le mythe de la « république » et de la lutte contre la corruption que prétendait mener Lon Nol. Mais, en avril 72, deux ans après, lors de leur grande semaine de lutte à Phnom Penh, ce sont les mots d'ordre du FUNK qu'ils reprennent. Toute politique sectaire aurait rejeté dans le camp de l'ennemi tous ces patriotes.

C'est la juste ligne du FUNK qui a permis de faire jouer pleinement les conditions favorables à la victoire : tout d'abord la faiblesse du régime fantoche. L'impérialisme US, bien trop occupé au Viet Nam, n'a pu accorder qu'une aide limitée aux fantoches cambodgiens. Ils ont commencé par intervenir eux-mêmes, massivement, envahissant le Cambodge dès avril 70 : ce fut un échec. Ils se sont alors appuyés sur leurs fantoches saïgonnais, lançant en mars 71 une nouvelle invasion, l'opération « victoire totale » : encore un échec. Nouvelle tactique, d'août à décembre 71, ils lancent les troupes lonnoliennes dans une série d'offensives : nouvel échec, les troupes fantoches sont détruites. Alors les américains lancent la guerre aérienne à outrance, et depuis la signature des accords de Paris en janvier 73 qui stipulaient pourtant la fin de leur intervention au Cambodge, ils y mettent toutes leurs forces. Pendant 6 mois, jusqu'au 15 août, 4 à 5.000 tonnes de bombes tombent, chaque jour, sur la zone libérée. Mais il était déjà trop tard pour les impérialistes US. Les forces patriotiques avaient l'offensive et elles ne l'ont jamais perdue jusqu'à aujourd'hui. Elles la garderont jusqu'à la victoire totale.

lettre d'un habitant de phnom penh réfugié en zone libérée

Chers amis de la fabrique «SOKILAIT» et tous les amis ouvriers de la capitale.(...)

La population de la zone libérée est très hospitalière à notre égard.

Paysans, instituteurs,... cadres des Comités de village du F.U.N.K. sont venus très souvent nous voir et nous encourager. Ils nous ont fait cadeau, tous les jours, d'articles d'usage courant et de nourriture.

A présent, pendant qu'ils édifient leur vie, ils m'ont aidé à construire une petite maison. L'organisation du F.U.N.K. m'a distribué 3 hectares de terre. Je suis venu juste au moment où les villageois ont fini les travaux champêtres.

Dans une grande partie des rizières, le riz pousse à merveille. Dans d'autres, il porte déjà des épis. Dans les rizières où les travaux ont commencé plus tôt, le riz commence à mûrir et à jaunir. J'ai demandé à faire partie d'un groupe d'entraide pour la production agricole. Quant à ma femme, elle souffre de maladie chronique et ne peut, par conséquent, avoir un travail qui demande trop d'efforts. Elle s'occupe donc du ménage, voit s'il y a de l'eau dans les rizières et veille à ce que les oiseaux ne viennent pas picorer les grains.

«vous êtes cinq dans votre famille, lui a dit le Président du Comité du village, occupez-vous seulement des choses qui

ne demandent pas trop de peines. Et les habitants du village vous fourniront tout ce qu'il faut pour votre famille. Ne vous souciez pas du reste. Soignez-vous bien et veillez à votre santé.(...)»

Ma famille est ainsi aidée de diverses façons par les habitants du village. (...) Nous nous rendons compte, ceux qui sont venus avec moi, que pour nous autres, ouvriers, la vie actuelle, dans la ville de Phnom Penh, est insupportable. Comme vous le savez, à Phnom Penh, nous ne pouvons manger à notre faim ! Seulement quelques georgées de soupe, le matin comme le soir. Quelquefois même, nous en sommes dépourvus. Pour une ou deux centaines de grammes de riz, nous devons nous bousculer à perdre le souffle pour pouvoir les acheter au prix d'or. Quant aux poissons et à la viande de porc ou de volaille, nos familles ne peuvent jamais les goûter, sans parler des fruits.

Je me rappelle que lorsque vos enfants tombaient malades, ils n'attendaient que la mort. Leurs parents ne savaient que faire, suivant de leurs yeux humides l'agonie de leur marmaille car leur gêne ne leur permettait pas d'acheter des médicaments.

En même temps, les traîtres effectuent le racolage de façon barbare. Auparavant, ils ne nous ont donné que des cours d'entraînement militaire. Mais, aujourd'hui, ils nous distribuent

des armes et nous organisent en unités de commandos, c'est-à-dire de soldats. Ils nous ordonnent de monter la garde des usines, des imprimeries et d'autres établissements, nous privant de sommeil et nous forçant à laisser à leur sort nos femmes et nos enfants malades et sans soins.

En cas de besoin, ils nous envoient à la mort. Comme vous vous le rappelez en Juillet dernier, les traîtres ont envoyé un grand nombre de nos amis au combat pour les défendre et se faire tuer sur le front de Dei Krâhâm, au Sud-Ouest de Phnom Penh. Le souvenir en reste encore ineffaçable pour leurs familles dont les larmes humectent encore les yeux.

En outre, les agents secrets des autorités félonnes s'embusquent dans les usines et imprimeries, nous surveillent, font des enquêtes sur nous et nous font arrêter de la façon la plus fasciste. D'autre part, ils nous méprisent et nous renvoient à n'importe quel moment et à leur guise. Pour les ouvrières, ils exploitent leur main d'œuvre et même les violent.

Ainsi, nos amis nouveaux-venus ainsi que moi-même, nous vous adressons cette lettre pour la soumettre à vos réflexions. A mon avis, la vie dans la ville n'a aucune signification que lorsqu'elle contribue à renverser les traîtres par la lutte. A part cela, notre vie sera vraiment insignifiante.

les rats quittent le navire...

Dès la création du G.R.U.N.C. il était reconnu par la Chine Rouge et d'autres pays socialistes. Très rapidement, un grand nombre de pays de la zone des tempêtes ont noué des relations diplomatiques avec lui. En 1973, à Georgetown, puis à Alger, le GRUNC était accueilli par les «pays non-alignés».

Pendant ce temps, les sociaux-impérialistes soviétiques persistaient à maintenir une ambassade à Phnom Penh, auprès des fantoches Lon Nol - Sirik Matak, à voter systématiquement, à l'ONU, contre la représentation du GRUNC. Ils allaient même jusqu'à tenter de constituer une prétendue 3ème force autour d'un soi-disant parti «communiste» qu'ils essayaient de créer de toutes pièces. Cette manœuvre a lamentablement échoué.

Il a fallu le mois d'octobre 1973 et la débâcle évidente de la clique fantoche pour que l'URSS décide de reconnaître le GRUNC : quand le naufrage approche, les rats quittent le navire.